



Montreuil 17/03/ 2016

Ni casse du code du travail,
ni liquidation du statut des fonctionnaires !

LE 31 MARS 2016 :

LE MONDE DU TRAVAIL ET LA JEUNESSE EN GRÈVE ! LES PERSONNELS DE LA DGFIP AUSSI !

Rien compris, rien entendu...ou si peu ! Face à la mobilisation de la jeunesse et des salarié-e-s le 9 mars contre leur projet de loi de casse du code du travail, Hollande et Valls ont travaillé tout un dimanche, selon les média bien informés.

Mais c'est pour accoucher d'un texte toujours fondé sur les mêmes logiques, avec le sabotage de l'essentiel des protections des salariés et l'accroissement de la précarité. Primauté de l'accord d'entreprise contre toute législation nationale, affaiblissement des conventions collectives de branches, fragilisation des droits individuels acquis, mise en cause des temps de travail légaux, majorations des heures supplémentaires, facilitations des licenciements, affaiblissement de la médecine du travail... continuent à répondre aux seules attentes patronales. Dans la nouvelle mouture gouvernementale, il n'y a donc rien de changé sur le fond. Il n'y a donc aucune raison d'en rabattre sur les exigences légitimes de retrait du projet de loi et d'ouverture de véritables négociations sur le droit du travail. A cette fin, la CGT porte

des revendications de protection renforcée pour les salariés (1).

Les salariés d'aujourd'hui et de demain sont donc face à une volonté de régression sociale généralisée. Par tous les chantages possibles, l'employeur aurait la main pour imposer des accords d'entreprises contre toute norme nationale... comme il y a 150 ans, avant le Code du travail.

Gouvernement et MEDEF : une vision partagée

Leur vision est celle d'une société précarisée dans laquelle la population comme les institutions n'ont d'autre vocation que de se soumettre aux seuls objectifs de recherche du profit, menés de concert par le patronat et l'oligarchie de la finance qui en constitue le cœur.

Leur vision, c'est une intervention publique réduite au minimum et la passage d'un maximum d'activités au secteur marchand.

► Ils ressassent une fable qui n'a fait qu'alimenter le chômage et le tiroir caisse des actionnaires : *pour créer de l'emploi, il faut faire toujours plus de cadeaux au patronat et réduire les droits des salariés*. Vaste mensonge maintes fois vérifié !

► Ils leur faut des salariés sans moyens de défense ; il leur faut en finir avec des services publics développés et ancrés sur l'égalité de traitement des citoyens ; Il leur faut la mise à mort du mauvais exemple d'un statut protecteur que constitue celui des fonctionnaires.

On reconnaîtra là toutes les raisons des dispositifs gouvernementaux régressifs qui sont à l'œuvre dans la fonction publique et à la DGFIP (PPCR, Rifseep, suppressions massives d'emplois, fermetures et restructurations de services, etc...). **Plus que jamais salariés du privé comme du public sont confrontés aux mêmes choix politiques néfastes.**

(1): voir site internet CGT www.cgt.fr



**LE 24 MARS PARTICIPONS AUX ACTIONS !
LE 31 MARS, TOUS ET TOUTES EN
GRÈVE ET EN MANIFESTATIONS !**

DANS LE PUBLIC COMME DANS LE PRIVÉ :

Ni casse du code du travail, ni liquidation du statut des fonctionnaires !

Exigeons le retrait de la loi El Khomri,

Exigeons des droits protecteurs pour l'ensemble des salarié-e-s !

